



*Cellule d'analyse européenne*

**Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale (refonte)**

**(Directive Accueil)**

**COM(2016)465**

**13 juillet 2016**

**Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection, et modifiant la directive [2003]/109/CE<sup>1</sup> du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue**

**(Directive Qualification)**

**COM(2016)466**

**13 juillet 2016**

**Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive**

**2013/32/UE**

**(Règlement de procédure)**

**COM(2016)467**

**13 juillet 2016**

**Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre de l'Union pour la réinstallation et modifiant le règlement (UE) n° 516/2014 du Parlement européen et du Conseil**

**(Règlement Réinstallation)**

**COM(2016)468**

**13 juillet 2016**

**Synthèse** : Ces documents forment le deuxième volet du quatrième paquet européen en matière de migration, qui vise plus particulièrement la révision du régime d'asile européen commun (RAEC).

## **Contexte**

*Le 13 mai 2015, la Commission européenne (ci-après : la Commission) a publié son Agenda en matière de migration<sup>2</sup>.*

<sup>1</sup> La version française de COM(2016)466 mentionne « 2011/109/CE » au lieu de « 2003/109/CE ».

<sup>2</sup> Voir COM(2015)0240 et notre fiche d'analyse à ce sujet.

Les 27 mai et 8 juin 2015, elle a publié son **premier paquet de mesures** visant à lutter contre la crise migratoire<sup>3</sup>. Le 9 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre 2015, elle a publié le **deuxième paquet**<sup>4</sup> et le 15 décembre 2015, le **troisième**<sup>5</sup>.

Les documents faisant l'objet de la présente analyse font partie du **quatrième paquet en matière de migration**.

La première partie de ce paquet visait la réforme du règlement Dublin III, du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) et l'extension d'Eurodac<sup>6</sup>.

Les quatre documents de cette fiche en constituent le deuxième volet. On notera que, dans de deuxième volet, la Commission entend convertir les trois directives existantes en règlements.

## Contenu

*Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale (refonte) – COM(2016)465*

La base juridique de cette proposition est l'**article 78, paragraphe 2, f)** du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui dispose que « le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures relatives à un système européen commun d'asile comportant [...] f) des normes concernant les conditions d'accueil des demandeurs d'asile ou de protection subsidiaire ».

Cette proposition de directive remplace la directive 2013/33/UE<sup>7</sup> (directive normes en matière d'accueil).

### Objectifs de la proposition :

- Harmonisation des normes en matière d'accueil des demandeurs d'asile au sein de l'Union européenne ;
- Harmonisation des possibilités a) de fixer aux demandeurs un lieu de résidence spécifique, b) de leur imposer des obligations de se manifester et c) de leur offrir des conditions matérielles d'accueil en nature uniquement ;
- Amélioration et accélération de l'accès des demandeurs d'asile au marché du travail et harmonisation des prescriptions qui s'appliquent à ce propos dans les États membres.

---

<sup>3</sup> Respectivement les documents COM(2015)285, COM(2015)286 et C(2015)3560 – voir également notre fiche d'analyse au sujet de ces documents.

<sup>4</sup> Respectivement les documents COM(2015)450 à 454, JOIN (2015)40 et C(2015)6250 – voir également notre fiche d'analyse au sujet de ces documents.

<sup>5</sup> Respectivement les documents COM(2015)667 à 671 et 673 et C(2015)9206 – voir également notre fiche d'analyse au sujet de ces documents.

<sup>6</sup> Respectivement les documents COM(2016)270 à 272 – voir également nos fiches d'analyse au sujet de ces documents.

<sup>7</sup> Directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale.

## Principales modifications et nouveautés par rapport à la directive sur les normes d'accueil :

- La définition des membres de la famille est élargie aux familles composées après le départ du pays d'origine (article 2) ;
- Les États membres attribuent un lieu de résidence spécifique au demandeur d'asile et l'obligent à se manifester régulièrement auprès des autorités si nécessaire, notamment en vue du maintien de l'ordre public ou pour l'empêcher de fuir (article 7). La notion de fuite est également définie dans la proposition (article 2) ;
- Tout demandeur d'asile qui se trouve illégalement dans un État membre autre que celui où il est censé se trouver n'a pas droit aux « conditions matérielles d'accueil »<sup>8</sup>, ni à la formation, à l'enseignement, à l'emploi et à la formation professionnelle. Les mineurs doivent toutefois avoir accès aux activités éducatives adaptées dans l'attente de leur transfert vers l'État membre responsable<sup>9</sup>. Le demandeur d'asile conserve néanmoins toujours son droit aux soins médicaux et à un niveau de vie digne, conformément aux droits fondamentaux (article 17bis);
- Les demandeurs d'asile doivent introduire leur demande dans l'État membre par lequel ils pénètrent pour la première fois, légalement ou illégalement, sur le territoire de l'UE. Ils n'ont donc pas le droit de choisir eux-mêmes cet État membre. Les demandeurs d'asile sont censés se trouver dans l'État membre où la demande a été introduite, ou dans l'État membre où ils ont été transférés conformément au règlement de Dublin ;
- Afin de pouvoir continuer à offrir un accueil adéquat en cas d'afflux soudain de demandeurs d'asile, les États membres devront dorénavant élaborer des plans d'urgence. Ils devront également informer la Commission et la nouvelle Agence de l'Union européenne pour l'asile du déclenchement du plan d'urgence (article 28) ;
- Les demandeurs d'asile bénéficient du même traitement que les ressortissants des États membres, notamment en ce qui concerne les conditions de travail, la liberté d'association et d'affiliation à une organisation d'employeurs ou de travailleurs, l'éducation et la formation professionnelle (à l'exception des bourses et prêts d'études et de subsistance) et la sécurité sociale (telle que définie dans le Règlement (CE) n° 883/2004<sup>10</sup>). L'égalité de traitement peut être limitée par les États membres, notamment en ce qui concerne les allocations familiales et les prestations de chômage (article 15).

*Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu cette protection, et modifiant la directive [2003]/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée – COM(2016)466*

<sup>8</sup> C'est-à-dire le logement, mais aussi la nourriture, l'habillement et les articles d'hygiène, que ce soit en nature, sous forme d'argent ou de bons, et une allocation journalière.

<sup>9</sup> Il s'agit en principe de l'État membre de première entrée irrégulière ou de l'État membre de séjour légal. Cet État membre examine la recevabilité de la demande et devient ainsi responsable du traitement ultérieur du dossier. Pour plus d'informations, voir COM(2016)270 (réforme du règlement Dublin III), ainsi que notre fiche.

<sup>10</sup> Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

La base juridique de cette proposition de règlement est **l'article 78, paragraphe 2, a) et b)**, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui vise à « offrir un statut approprié à tout ressortissant d'un pays tiers nécessitant une protection internationale et à assurer le respect du principe de non-refoulement ». Le paragraphe 2 de cet article dispose que “le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures relatives à un système européen commun d'asile comportant: a) un statut uniforme d'asile en faveur de ressortissants de pays tiers, valable dans toute l'Union; b) un statut uniforme de protection subsidiaire pour les ressortissants des pays tiers qui, sans obtenir l'asile européen, ont besoin d'une protection internationale”. **L'article 79, paragraphe 2, a)**, du Traité précité est également invoqué en tant que fondement juridique, eu égard à la modification proposée de la directive 2003/109/CE relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée en ce qui concerne les personnes qui bénéficient de la protection internationale. Cet article vise à “assurer une gestion efficace des flux migratoires, un traitement équitable des ressortissants de pays tiers en séjour régulier dans les États membres, ainsi qu'une prévention de l'immigration illégale et de la traite des êtres humains et une lutte renforcée contre celles-ci.” Le paragraphe 2, a), dispose que “le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures dans les domaines suivants: a) les conditions d'entrée et de séjour, ainsi que les normes concernant la délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial”.

Cette proposition de règlement remplace la directive 2011/95/UE<sup>11</sup> (directive relative aux normes d'asile).

#### Objectifs de la proposition :

Le remplacement d'une directive par un règlement vise à accroître la convergence en termes de décisions relatives à l'asile et à assurer une cohérence dans les critères d'éligibilité. La Commission considère en effet qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas suffisamment d'uniformité au niveau des États membres, notamment en ce qui concerne 1) les taux de reconnaissance en matière d'asile et de protection, 2) le type de statut accordé, 3) la durée des titres de séjour octroyés, ainsi que l'accès aux droits et 4) les règles relatives à l'évaluation de la protection à l'intérieur du pays.

La proposition de la Commission vise en outre à lutter contre la migration secondaire non autorisée.

Elle tient également compte des arrêts de la Cour de justice rendus depuis 2003 (articles 2, point 18; 10, paragraphe 3; 12, paragraphes 5 et 6; 28, paragraphe 2; 34 et 38).

Les principales modifications par rapport à la directive relative aux conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile et à la directive relative aux résidents de longue durée sont les suivantes :

---

<sup>11</sup> Directive 2011/95/UE concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte).

- Les États membres sont désormais tenus d'examiner si le demandeur d'asile ne peut recevoir de protection dans son propre pays (article 8);
- Pour accroître la convergence des décisions relatives à l'asile dans l'Union européenne, les États membres doivent désormais tenir compte, entre autres, des orientations fournies par l'Agence de l'Union européenne (qui devrait succéder à l'EASO<sup>12</sup>) (articles 7, 8, 11 et 17);
- Les autorités nationales doivent réexaminer systématiquement et régulièrement le statut de réfugié ou le statut conféré par la protection subsidiaire d'un demandeur d'asile pour vérifier s'il est toujours satisfait aux conditions de ce statut (articles 14, 15, 20 et 21);
- Les droits du demandeur d'asile sont davantage harmonisés, plus particulièrement en ce qui concerne les titres de séjour, les documents de voyage et l'accès au travail. Certains droits ne sont toutefois accordés que lorsqu'un titre de séjour est octroyé (articles 22, 25, 26, 27, 28, 30, 32 et 33);
- Le demandeur d'asile est obligé de séjourner dans l'État membre qui lui accorde l'asile (article 29);
- Les États membres peuvent subordonner l'octroi de certains types d'aide sociale aux demandeurs d'asile à la participation de ceux-ci aux mesures d'intégration (articles 34 et 38).
- La durée de cinq ans au terme de laquelle les demandeurs d'asile peuvent prétendre au statut de résidents de longue durée doit être remise à zéro chaque fois qu'un demandeur d'asile se trouve dans un autre État membre que celui qui lui accorde l'asile sans droit de résidence ou de séjour (article 44);

*Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE EU – COM(2016)467*

Le fondement juridique de cette proposition de règlement est l'**article 78, paragraphe 2, d)** du Traité sur le fonctionnement de l'UE. Celui-ci prévoit qu'un système européen commun d'asile comprend "des procédures communes pour l'octroi et le retrait du statut uniforme d'asile ou de protection subsidiaire".

Cette proposition de règlement remplace la directive 2013/32/UE<sup>13</sup> (directive relative aux procédures d'asile).

#### Objet de la proposition :

L'objet de ce remplacement d'une directive par un règlement est également d'harmoniser et de rationaliser les procédures d'asile dans les États membres de l'UE de manière à combattre la migration secondaire et le *shopping* en matière l'asile, et à permettre une meilleure prise de décision.

#### Les principales modifications par rapport à la directive relative aux procédures d'asile :

<sup>12</sup> Voir COM(2016)271.

<sup>13</sup> Directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte).

- Le demandeur d’asile doit introduire sa demande d’asile dans l’État membre de première entrée ou dans l’État membre où il séjourne légalement et il doit rester dans l’État membre où il est tenu d’être présent, conformément à la réforme proposée du règlement Dublin III<sup>14</sup> (article 7) ;
- Un demandeur d’asile dispose de dix jours ouvrables à compter de la date d’enregistrement de la demande pour introduire formellement sa demande (article 28) ;
- Le délai d’examen des demandes dans le cadre d’une procédure administrative normale est désormais de six mois. Le délai d’une procédure d’examen accélérée est désormais de deux mois (article 40). Le délai d’examen des demandes irrecevables est d’un mois (article 34) ;
- Le droit d’un demandeur d’asile à une assistance juridique et à une représentation gratuites est étendu à la procédure d’asile administrative (article 15) ;
- La procédure d’examen accélérée est notamment obligatoire 1) lorsque le demandeur d’asile fait des déclarations manifestement incohérentes ou fausses, 2) lorsqu’il induit les autorités en erreur en présentant de fausses informations, 3) lorsqu’il provient d’un pays sûr et 4) lorsque la demande est clairement frauduleuse, par exemple lorsque le demandeur d’asile n’a pas cherché à obtenir la protection internationale dans l’État membre de première entrée ou dans l’État membre où il séjourne légalement. Grâce à ces obligations, le demandeur d’asile peut désormais également compter sur davantage de garanties procédurales (articles 40 et 41) ;
- L’examen des demandes dites « ultérieures »<sup>15</sup> est clarifié et simplifié (article 42) : l’examen préliminaire doit en principe être mené sur la base d’observations écrites et d’un entretien individuel, et un demandeur d’asile ne bénéficie pas automatiquement d’une assistance juridique gratuite si sa demande est une demande ultérieure (article 15) ;
- La proposition clarifie les notions de pays tiers sûr et de premier pays d’asile (articles 44 et 45) et suggère également que ces pays soient désormais désignés au niveau européen (articles 46, 48 et 50) ;
- Les garanties procédurales pour le demandeur d’asile sont élargies : il pourra également expliquer sa situation lors d’un entretien individuel et pas uniquement au moyen d’observations écrites, comme c’est le cas actuellement. Il doit également pouvoir recourir aux services d’un interprète.

*Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre de l’Union pour la réinstallation et modifiant le règlement (UE) n° 516/2014 du Parlement européen et du Conseil– **COM(2016)468***

La base juridique de cette proposition de règlement est l’**article 78, paragraphe 2, d)** [pour les procédures communes] **g)** [pour le partenariat et la coopération avec des pays tiers], du Traité sur le fonctionnement de l’UE.

Le cadre juridique actuel en matière de réinstallation s’appuie sur les conclusions du Conseil du 20 juillet 2015<sup>16</sup>. Les États membres, à l’exception de la Hongrie, ont alors convenu de réinstaller 22 504 ressortissants de pays non membres de l’UE, cet accord prévoyant le transfert à

<sup>14</sup> Voir COM(2016)270 et notre fiche d’analyse à ce sujet.

<sup>15</sup> C’est une demande introduite par un demandeur d’asile dans un État membre lorsqu’une précédente demande introduite dans ce même État membre ou dans un autre État membre a été définitivement refusée.

<sup>16</sup> Document du Conseil 11130/15.

l'Union européenne, par plusieurs pays tiers, de personnes ayant manifestement besoin d'une protection internationale.

Les États membres participant au Règlement portant création du Fonds Asile, migration et intégration (AMIF)<sup>17</sup> et au cadre de réinstallation proposé en l'espèce pour l'Union auront droit à 10 000 euros par personne réinstallée dans leur pays.

#### Objectifs de la proposition :

- Favoriser la politique de réinstallation de l'UE ;
- Prévoir une approche collective et harmonisée avec une procédure uniforme ;
- Contribuer aux initiatives mondiales de réinstallation ;
- Intensifier les efforts des États membres en matière de réinstallation.

#### Les points principaux de la proposition :

- La proposition définit la notion de réinstallation: “l'admission de ressortissants de pays tiers et d'apatrides ayant besoin d'une protection internationale, à partir d'un pays tiers vers lequel, ou au sein duquel, ils ont été déplacés, sur le territoire des États membres, dans le but de leur accorder une protection internationale” (article 2);
- Les régions ou pays à partir desquels la réinstallation peut avoir lieu sont définis sur la base d'indicateurs, comme le nombre de personnes ayant besoin d'une protection internationale dans cette région ou ce pays, ou la nature de la collaboration d'un pays tiers avec l'UE en matière d'asile et de migration (article 4);
- La proposition contient également une énumération des critères d'éligibilité (article 5) et des motifs d'exclusion (article 6) pour la réinstallation des personnes susceptibles d'y avoir droit dans le cadre des “programmes de réinstallation ciblés” de l'UE (article 8). Un élément neuf est que les personnes faisant l'objet d'une vulnérabilité socio-économique et les personnes ayant un lien familial avec une autre personne résidant légalement dans un État membre entreraient également en ligne de compte pour une réinstallation. La proposition est conforme, sur ce point, à ce qui a été convenu le 18 mars 2016 dans le cadre de la déclaration EU-Turquie en matière de réinstallation<sup>18</sup>. Parmi les motifs d'exclusion figureraient aussi, notamment, ceux mentionnés dans la proposition de règlement concernant les normes en matière d'asile [voir l'article 12 du COM(2016)466], de même que les motifs d'interdiction de franchissement des frontières du code frontières Schengen<sup>19</sup>;
- Deux procédures de réinstallation sont possibles: une procédure ordinaire (article 10) et une procédure accélérée (article 11). La procédure ordinaire “reproduit les normes et pratiques en matière de réinstallation généralement suivies par les États membres”. La procédure accélérée “reflète l'approche adoptée dans les procédures opérationnelles standard guidant la mise en œuvre du programme de réinstallation avec la Turquie, défini dans la déclaration UE-Turquie du 18 mars 2016”;

---

<sup>17</sup> Règlement (UE) n° 516/2014.

<sup>18</sup> <http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2016/03/18-eu-turkey-statement/>.

<sup>19</sup> Règlement (CE) n° 562/2006.

- Cette proposition instaure aussi un cadre destiné à structurer la mise en œuvre par l’Union de ses engagements en matière de réinstallation. Celle-ci doit avoir lieu de la manière suivante : 1) le Conseil établit un plan de réinstallation annuel (article 7); 2) la Commission établit des programmes concrets de réinstallation (article 8); 3) il est créé un “haut-comité pour la réinstallation” en vue de piloter la mise en œuvre du cadre de l’Union pour la réinstallation (article 13).

## Réactions

La déclaration du Conseil européen informel du 16 septembre 2016<sup>20</sup> prône l’élargissement du consensus relatif à la politique migratoire à long terme de l’UE. Elle indique également qu’il convient de préciser la portée des notions de ‘responsabilité’ et de ‘solidarité’ et que les objectifs figurant dans la déclaration UE-Turquie seront entièrement mis en œuvre.

Le gouvernement néerlandais<sup>21</sup> estime que les quatre propositions de COM à l’examen comportent à la fois des éléments positifs et des éléments négatifs. Il considère qu’il vaut mieux laisser aux États membres le soin de déterminer eux-mêmes la protection sociale [COM(2016)465] et les mesures d’intégration à mettre en place pour les demandeurs d’asile [COM(2016)466]. Il est également d’avis que la COM(2016)466 va au delà de ce qui est nécessaire pour harmoniser la méthode de [retrait] des permis de séjour. Le gouvernement néerlandais considère enfin que la COM(2016)467 ne laisse aux États membres aucune marge d’appréciation pour concrétiser le cadre commun.

Dans son rapport annuel sur la migration<sup>22</sup> dans les pays de l’OCDE<sup>23</sup>, l’OCDE conseille aux autorités confrontées à la crise des migrants d’adapter leur législation relative au marché du travail en faveur des migrants. L’organisation prône également 1) la coopération entre les pays, chaque pays étant tenu d’apporter sa contribution; 2) l’augmentation et l’amélioration des mesures d’anticipation; 3) l’offre de possibilités de migration légale et 4) l’intensification des efforts de réinstallation.

La commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen était en déplacement au Liban du 19 au 23 septembre 2016 afin d’y examiner la situation des réfugiés. M. Moraes (S&D), président de la Commission LIBE, estime que l’UE a besoin d’outils législatifs efficaces pour soulager la pression démographique sur des pays tels que le Liban. Il a également promis que sa commission contribuerait à l’élaboration d’une réglementation efficace en matière de réinstallation.<sup>24</sup>

## Pour en savoir plus

<sup>20</sup> <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/09/16-bratislava-declaration-and-roadmap/>.

<sup>21</sup> Plus précisément le cabinet du ministre des Affaires étrangères (voir <https://www.eerstekamer.nl/eu/>).

<sup>22</sup> *Perspectives des migrations internationales 2016*, du 19 septembre 2016.

<sup>23</sup> Dont font également partie les États membres de l’UE que sont la Belgique, le Danemark, l’Allemagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Grande-Bretagne, l’Irlande, l’Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l’Autriche, le Portugal, l’Espagne et la Suède.

<sup>24</sup> <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/20160922IPR43718/d%C3%A9put%C3%A9s-de-la-commission-libe-au-liban>.

Les documents peuvent être consultés via les liens suivants:

- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-465-FR-F1-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-466-FR-F1-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-466-FR-F1-1-ANNEX-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-467-FR-F1-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-467-FR-F1-1-ANNEX-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-467-FR-F1-1-ANNEX-2.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-468-FR-F1-1.PDF>

### Descripteurs Eurovoc

|              |                                                                                                                                                                                                                           |
|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| COM(2016)465 | <i>apatride- pays tiers – réfugié - aide aux réfugiés - ressortissant étranger - droit d'asile - politique migratoire de l'UE</i>                                                                                         |
| COM(2016)466 | <i>apatride - courant migratoire - rapprochement des législations - réfugié - ressortissant étranger – droit de séjour - statut juridique - État membre UE - droit d'asile - politique migratoire de l'UE</i>             |
| COM(2016)467 | <i>apatride- pays tiers - réfugié - aide aux réfugiés - ressortissant étranger - droit d'asile - politique migratoire de l'UE</i>                                                                                         |
| COM(2016)468 | <i>intégration des migrants - courant migratoire - réfugié - aide aux réfugiés - ressortissant étranger - transfert de population - État membre UE - programme de l'UE - droit d'asile - politique migratoire de l'UE</i> |

### Délais pour l'avis de subsidiarité

|              |                  |
|--------------|------------------|
| COM(2016)466 | 28 octobre 2016  |
| COM(2016)468 | 31 octobre 2016  |
| COM(2016)467 | 4 novembre 2016  |
| COM(2016)465 | 10 novembre 2016 |

**Rédaction:** [Katrien Joos](#), conseillère adjointe – tél. 02 549 81 64 – 7 octobre 2016 – [katrien.joos@lachambre.be](mailto:katrien.joos@lachambre.be)



*Europese Analysecel*

**Voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van normen voor de opvang van verzoekers om internationale bescherming (herschikking)  
(Opvangrichtlijn)  
COM(2016)465  
13 juli 2016**

**Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming, alsook tot wijziging van Richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezeten onderdanen van derde landen  
(Kwalificatieverordening)  
COM(2016)466  
13 juli 2016**

**Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een gemeenschappelijke procedure voor internationale bescherming in de Unie en tot intrekking van Richtlijn 2013/32/EU  
(Procedureverordening)  
COM(2016)467  
13 juli 2016**

**Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een Uniekader voor hervestiging en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 516/2014 van het Europees Parlement en de Raad  
(Hervestigingsverordening)  
COM(2016)468  
13 juli 2016**

**Samenvatting:** Deze documenten vormen het tweede luik van het vierde Europees migratiepakket, dat met name de herziening van het Gemeenschappelijk Europees Asielstelsel (GEAS) beoogt.

## **Achtergrond**

Op 13 mei 2015 publiceerde de Europese Commissie (hierna: de Commissie) haar migratieagenda<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Zie COM(2015)0240 en onze analysefiche daarover.

Op 27 mei en 8 juni 2015 publiceerde zij haar **eerste pakket maatregelen** in de strijd tegen de migratiecrisis<sup>2</sup>. Op 9 september en 1 oktober 2015 volgde het **tweede pakket**<sup>3</sup> en op 15 december 2015 het **derde**<sup>4</sup>.

*De voorliggende documenten maken deel uit van het **vierde migratiepakket**.*

*Het eerste deel van dit pakket bevatte de hervorming van de Dublin III-verordening, van het Europees Ondersteuningsbureau voor asielzaken (EASO) en de uitbreiding van Eurodac<sup>5</sup>.*

*Deze documenten vormen deel twee. Markant voor dit tweede deel is dat de Commissie de drie bestaande richtlijnen wil omzetten in verordeningen.*

## **Inhoud**

*Voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van normen voor de opvang van verzoekers om internationale bescherming (herschikking) – COM(2016)465*

De rechtsgrondslag voor dit voorstel is **artikel 78, tweede lid, f)** van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna: de EU), dat bepaalt dat “het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure maatregelen” [vaststellen] “voor een gemeenschappelijk Europees asielstelsel dat omvat [...] f) normen betreffende de voorwaarden inzake de opvang van asielzoekers of van aanvragers van subsidiaire bescherming”.

Deze ontwerprichtlijn vervangt richtlijn 2013/33/EU<sup>6</sup> (richtlijn opvangnormen).

### Doelstellingen van het voorstel:

- Harmonisatie van de normen voor de opvang in de EU van asielzoekers;
- Harmonisatie van de mogelijkheden om a) aan asielzoekers een specifieke verblijfplaats toe te wijzen, b) ze meldingsplicht op te leggen en c) opvang alleen in natura te verstrekken;
- Betere en snellere toegang van asielzoekers tot de arbeidsmarkt en harmonisatie van de voorschriften die daarover in de lidstaten gelden.

### De voornaamste nieuwigheden en wijzigingen ten opzichte van de richtlijn opvangnormen:

- De definitie van gezinsleden wordt uitgebreid tot gezinnen die werden gevormd na vertrek uit het herkomstland (artikel 2);

<sup>2</sup> Resp. de documenten COM(2015)285, COM(2015)286 en C(2015)3560 – zie ook onze analysefiche over deze documenten.

<sup>3</sup> Resp. de documenten COM(2015)450 tot 454, JOIN (2015)40 en C(2015)6250 – zie ook onze analysefiche over deze documenten.

<sup>4</sup> Resp. de documenten COM(2015)667 tot 671 en 673 en C(2015)9206 – zie ook onze analysefiche over deze documenten.

<sup>5</sup> Resp. de documenten COM(2016)270 tot 272 – zie ook onze analysefiches over deze documenten.

<sup>6</sup> Richtlijn 2013/33/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 tot vaststelling van normen voor de opvang van verzoekers om internationale bescherming.

- De lidstaten wijzen de asielzoeker een specifieke verblijfplaats toe en verplichten hem zich regelmatig te melden als dat nodig is voor o.a de openbare orde of om te voorkomen dat hij onderduikt (artikel 7). Het begrip onderduiken wordt in het voorstel ook gedefinieerd (artikel 2);
- Een asielzoeker die zich illegaal in een andere lidstaat bevindt dan die waar hij geacht wordt zich te bevinden, heeft geen recht op “materiële opvangvoorzieningen”<sup>7</sup>, opleiding en onderwijs of werkgelegenheid en beroepsopleiding. Minderjarigen dienen wel toegang te krijgen tot passende educatieve activiteiten in afwachting van hun overbrenging naar de verantwoordelijke lidstaat<sup>8</sup>. De asielzoeker behoudt evenwel altijd recht op medische zorg en op een waardige levensstandaard, overeenkomstig de grondrechten (artikel 17 bis);
- Asielzoekers moeten hun aanvraag indienen in de lidstaat waar zij het eerst, illegaal of legaal, de EU binnenkomen. Zij hebben dus niet het recht om zelf deze lidstaat te kiezen. Asielzoekers worden geacht zich te bevinden in de lidstaat waar de aanvraag is gedaan of in de lidstaat waarheen zij zijn overgebracht overeenkomstig de Dublinverordening;
- Om in geval van een plotse toestroom van asielzoekers passende opvang te kunnen blijven bieden, moeten de lidstaten voortaan noodplannen opstellen. Zij moeten de Commissie en het nieuwe Asielagentschap inlichten als hun noodplan in werking treedt (artikel 28);
- De asielzoekers genieten dezelfde behandeling als de onderdanen van de lidstaten voor wat betreft o.a. arbeidsvoorwaarden, vrijheid van vereniging en aansluiting bij en lidmaatschap van werkgevers- of werknemersorganisaties, onderwijs- en beroepsopleiding (uitgezonderd studie- en onderhoudstoelagen en -leningen), en sociale zekerheid (zoals die wordt gedefinieerd in Verordening (EG) nr. 883/2004<sup>9</sup>). Deze gelijke behandeling kan door de lidstaten worden beperkt, o.a. met betrekking tot gezinstoelagen en werkloosheidsuitkeringen (artikel 15).

*Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming, alsook tot wijziging van Richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen van derde landen – COM(2016)466*

De rechtsgrondslag voor dit verordeningsvoorstel is **artikel 78, tweede lid, a) en b)**, van het Verdrag betreffende de werking van de EU. Dat artikel heeft tot doel iedere derdelander die internationale bescherming behoeft, “een passende status te verlenen en de naleving van het beginsel van non-refoulement te garanderen”. Het tweede lid van het artikel bepaalt het volgende: “het Europees Parlement en de Raad [stellen] volgens de gewone wetgevingsprocedure maatregelen vast voor een gemeenschappelijk Europees asielstelsel dat

<sup>7</sup> Dat is huisvesting, maar ook voeding, kleding en sanitaire artikelen, in natura of in de vorm van geld of tegoedbonnen, en een dagvergoeding.

<sup>8</sup> Dat is in principe de lidstaat van eerste onregelmatige aankomst of wettig verblijf. Deze lidstaat zal de ontvankelijkheid van het verzoek nagaan en wordt zodoende verantwoordelijk voor de verdere afwikkeling van het dossier. Zie voor nadere bepalingen: COM(2016)270 (hervorming van de Dublin III-verordening) en onze fiche.

<sup>9</sup> Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels.

omvat: a) een uniforme asielstatus voor onderdanen van derde landen die in de hele Unie geldt; b) een uniforme subsidiaire-beschermingsstatus voor onderdanen van derde landen die, als zij geen asiel krijgen in de Europese Unie, internationale bescherming behoeven”.

**Artikel 79, tweede lid, a),** van het voornoemde Verdrag wordt ook opgenomen als rechtsgrondslag, gezien de voorgestelde wijziging van richtlijn 2003/109/EG betreffende langdurig ingezetenen in verband met personen die internationale bescherming genieten. Dat artikel heeft tot doel “te zorgen voor een efficiënt beheer van de migratiestromen, een billijke behandeling van onderdanen van derde landen die legaal op het grondgebied van de lidstaten verblijven, en een preventie en intensievere bestrijding van illegale immigratie en mensenhandel.” In het tweede lid, a), van dat artikel wordt bepaald dat “het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure maatregelen vast[stellen] op de volgende gebieden: a) de voorwaarden voor toegang en verblijf, en normen betreffende de afgifte door de lidstaten van langlopende visa en verblijfstitels, onder andere met het oog op gezinshereniging”.

Dit verordeningvoorstel vervangt richtlijn 2011/95/EU<sup>10</sup> (richtlijn asielnormen).

#### Doelstellingen van het voorstel:

De vervanging van een richtlijn door een verordening moet voor meer convergentie in de asielbeslissingen en coherentie in de asielcriteria zorgen. Momenteel is er volgens de Commissie op het niveau van de lidstaten immers nog te weinig eenvormigheid, onder meer voor wat betreft 1) de erkenningspercentages op het stuk van asiel en bescherming; 2) het soort status dat wordt toegekend; 3) de duur van de verleende verblijfstitels en de toegang tot rechten en 4) de regels met betrekking tot een beoordeling inzake binnenlandse bescherming.

Met dit voorstel wil de Commissie bovendien niet-toegestane secundaire migratie tegengaan.

Het voorstel houdt ook rekening met de arresten van het Hof van Justitie sinds 2003 (artikelen 2, punt 18; 10, derde lid; 12, vijfde en zesde lid; 28, tweede lid; 34 en 38).

#### De belangrijkste wijzigingen ten opzichte van de richtlijn asielnormen en de richtlijn langdurig ingezetenen:

- De lidstaten zijn voortaan verplicht te onderzoeken of de asielzoeker geen bescherming kan ontvangen in zijn eigen land (artikel 8);
- Om tot meer convergentie in de asielbeslissingen in de EU te komen, moeten de lidstaten voortaan rekening houden met, onder meer, de aanwijzingen van het Asielagentschap van de EU (dat de opvolger moet worden van EASO<sup>11</sup>) (artikelen 7, 8, 11 en 17);
- De nationale autoriteiten moeten de vluchtelingen- of subsidiairebeschermingsstatus van een asielzoeker systematisch en regelmatig opnieuw beoordelen om na te gaan of deze nog steeds

---

<sup>10</sup> Richtlijn 2011/95/EU inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming (herschikking).

<sup>11</sup> Zie COM(2016)271.

voldoet aan de voorwaarden om voor die status in aanmerking te komen (artikelen 14, 15, 20 en 21);

- De rechten van de asielzoeker worden verder geharmoniseerd, met name op het vlak van verblijfstitels en reisdocumenten en de toegang tot werk. Bepaalde rechten worden echter slechts toegekend als er een verblijfstitel werd verleend (artikelen 22, 25, 26, 27, 28, 30, 32 en 33);
- De asielzoeker is verplicht te verblijven in de lidstaat die hem asiel verleent (artikel 29);
- De lidstaten mogen het verlenen van bepaalde soorten sociale bijstand aan asielzoekers afhankelijk maken van diens deelname aan integratiemaatregelen (artikelen 34 en 38).
- De berekening van de periode van vijf jaar, waarna asielzoekers in aanmerking komen voor de status van langdurig ingezetene, moet opnieuw van nul beginnen iedere keer dat een asielzoeker wordt opgemerkt in een andere lidstaat dan die welke hem asiel verleent zonder dat hij het recht heeft daar te wonen of te verblijven (artikel 44);

*Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een gemeenschappelijke procedure voor internationale bescherming in de Unie en tot intrekking van Richtlijn 2013/32/EU – COM(2016)467*

De rechtsgrondslag voor dit verordeningssvoorstel is **artikel 78, tweede lid, d)** van het Verdrag betreffende de werking van de EU. Daarin wordt bepaald dat een gemeenschappelijk Europees asielstelsel “gemeenschappelijke procedures voor toekenning of intrekking van de uniforme status van asiel of van subsidiaire bescherming” omvat.

Dit verordeningssvoorstel vervangt richtlijn 2013/32/EU<sup>12</sup> (richtlijn asielprocedures).

#### Doelstelling van het voorstel:

Ook met deze vervanging van een richtlijn door een verordening wordt beoogd de asielprocedures in de lidstaten te harmoniseren en te stroomlijnen zodat secundaire migratie en asielshopping wordt tegengegaan en betere besluitvorming mogelijk wordt.

#### De belangrijkste wijzigingen ten opzichte van de richtlijn asielprocedures:

- De asielzoeker moet zijn asielaanvraag indienen in de lidstaat van eerste binnenkomst of van legaal verblijf en moet in de lidstaat blijven waar hij, overeenkomstig de voorgestelde aanpassing van de Dublin III-verordening<sup>13</sup>, verplicht is zich te bevinden (artikel 7);
- Een asielzoeker heeft tien werkdagen de tijd om na registratie van zijn aanvraag deze daadwerkelijk in te dienen (artikel 28);
- De termijn voor de behandeling van aanvragen in het kader van een normale administratieve procedure bedraagt voortaan zes maanden (artikel 34), de termijn voor een versnelde behandelingsprocedure twee maanden (artikel 40). Voor behandeling van niet-ontvankelijke aanvragen geldt een termijn van één maand (artikel 34);

<sup>12</sup> Richtlijn 2013/32/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende gemeenschappelijke procedures voor de toekenning en intrekking van de internationale bescherming (herschikking).

<sup>13</sup> Zie COM(2016)270 en onze analysefiche daarover.

- Het recht van de asielzoeker op kosteloze rechtsbijstand en vertegenwoordiging wordt uitgebreid tot de administratieve asielprocedure (artikel 15);
- De versnelde behandelingsprocedure wordt onder meer verplicht 1) wanneer de asielzoeker duidelijk inconsistente of valse verklaringen aflegt, 2) de autoriteiten misleidt met valse informatie 3) uit een veilig land van herkomst komt, en 4) wanneer de aanvraag duidelijk frauduleus is, bijvoorbeeld wanneer de asielzoeker niet om internationale bescherming heeft verzocht in de lidstaat van eerste binnenkomst of in de lidstaat waar hij legaal verblijft. Door die verplichtingen kan de asielzoeker voortaan ook rekenen op meer procedurele waarborgen (artikelen 40 en 41);
- De behandeling van zogenaamde “volgende verzoeken”<sup>14</sup> wordt verduidelijkt en vereenvoudigd (artikel 42): het voorafgaande onderzoek moet principieel worden gevoerd op basis van schriftelijke toelichtingen en een persoonlijk onderhoud, en een asielzoeker geniet geen automatische kosteloze rechtsbijstand als zijn verzoek (i.e. aanvraag) een volgend verzoek is (artikel 15);
- Het voorstel verduidelijkt de begrippen veilig derde land en eerste land van asiel (artikelen 44 en 45) en stelt ook voor deze begrippen voortaan op EU-niveau toe te wijzen (artikelen 46, 48 en 50);
- De procedurele waarborgen voor de asielzoeker worden uitgebreid: hij zal zijn zaak ook kunnen toelichten tijdens een persoonlijk onderhoud en niet enkel door middel van schriftelijke toelichtingen, zoals thans het geval is, en hij moet ook een beroep kunnen doen op een tolk (artikel 52).

*Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een Uniekader voor hervestiging en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 516/2014 van het Europees Parlement en de Raad – COM(2016)468*

De rechtsgrondslag voor dit verordeningvoorstel is **artikel 78, tweede lid, d)** [voor de gemeenschappelijke procedures] en **g)** [voor de partnerschappen en samenwerking met derde landen], van het Verdrag betreffende de werking van de EU.

Het huidige rechtskader inzake hervestiging is gestoeld op de Raadsconclusies van 20 juli 2015<sup>15</sup>. De lidstaten, met uitzondering van Hongarije, kwamen toen overeen 22 504 niet-EU-onderdanen te hervestigen, dat wil zeggen dat een aantal derde landen personen die duidelijk internationale bescherming nodig hebben, aan de EU zouden overdragen.

Lidstaten die deelnemen aan de Verordening tot oprichting van het Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie (AMIF)<sup>16</sup> en aan het hier voorgestelde Uniekader voor hervestiging, zullen recht hebben op 10 000 euro per in hun land hervestigde persoon.

#### Doelstellingen van het voorstel:

- Het hervestigingsbeleid van de EU bevorderen;

<sup>14</sup> Dat is een verzoek dat door een asielzoeker in een lidstaat wordt gedaan als diens vorige verzoek in diezelfde of een andere lidstaat definitief werd afgewezen.

<sup>15</sup> Raadsdocument 11130/15.

<sup>16</sup> Verordening (EU) nr. 516/2014.

- Voorzien in een collectieve en geharmoniseerde aanpak met een uniforme procedure;
- Bijdragen aan mondiale hervestigingsinitiatieven;
- De hervestigingsinspanningen van de lidstaten opvoeren.

#### De voornaamste punten van het voorstel:

- Het voorstel definieert het begrip hervestiging: “de toelating van onderdanen van derde landen en staatloze personen die internationale bescherming nodig hebben, vanuit een derde land waar zij als al dan niet binnenlands ontheemde verkeren, tot het grondgebied van de lidstaten om hun internationale bescherming te bieden” (artikel 2);
- Regio's of landen van waaruit personen kunnen worden hervestigd, worden bepaald op grond van indicatoren, zoals het aantal personen in die regio of dat land dat internationale bescherming nodig heeft, of de aard van de medewerking van een derde land met de EU op het stuk van asiel en migratie (artikel 4);
- Het voorstel bevat ook een opsomming van de toelatingscriteria (artikel 5) en uitsluitingsgronden (artikel 6) voor het hervestigen van personen die daarvoor in aanmerking komen, in het kader van de zogenaamde “gerichte hervestigingsregelingen” van de EU (artikel 8). Nieuw is dat ook sociaal-economisch kwetsbare personen en personen met familiebanden met iemand die legaal in een lidstaat verblijft, voor hervestiging in aanmerking zouden komen. Daarmee is het voorstel in overeenstemming met wat in het kader van de verklaring EU-Turkije inzake hervestiging op 18 maart 2016 werd overeengekomen<sup>17</sup>. Als uitsluitingsgrond zouden onder meer ook de in het verordeningss voorstel inzake asielnormen vermelde uitsluitingsgronden [zie artikel 12 in COM(2016)466] gelden, evenals de gronden voor weigering van toegang aan de grens uit de Schengengrenscode<sup>18</sup>;
- Er zijn twee procedures voor hervestiging mogelijk: een gewone (artikel 10) en een versnelde (artikel 11). De gewone procedure “sluit aan bij de hervestigingsnormen en -praktijken die doorgaans worden toegepast door de lidstaten”. De versnelde procedure sluit aan “bij de aanpak die is overeengekomen in de operationele standaardprocedures voor de tenuitvoerlegging van de in de verklaring EU-Turkije van 18 maart 2016 vervatte hervestigingsregeling met Turkije”;
- Dit voorstel biedt ook een kader voor de wijze waarop de EU hervestigingen wil uitvoeren. Dat moet op de volgende manier verlopen: 1) de Raad stelt jaarlijks een hervestigingsplan op (artikel 7); 2) de Commissie stelt concrete hervestigingsschema's op (artikel 8); 3) er wordt een “comité op hoog niveau inzake hervestiging” opgericht om de uitvoering van het hervestigingskader te sturen (artikel 13).

## Reacties

In de verklaring van de informele Europese Raad van 16 september 2016<sup>19</sup> wordt gesteld dat de consensus met betrekking tot het EU-langetermijnbeleid inzake migratie moet worden verbreed. Er moet duidelijk worden omschreven wat wordt verstaan onder de begrippen

<sup>17</sup> <http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2016/03/18-eu-turkey-statement/>.

<sup>18</sup> Verordening (EG) nr. 562/2006.

<sup>19</sup> <http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2016/09/16-bratislava-declaration-and-roadmap/>.

‘verantwoordelijkheid’ en ‘solidariteit’. Voorts zullen de doelstellingen uit de EU-Turkijeverklaring volledig worden uitgevoerd.

De Nederlandse regering<sup>20</sup> beoordeelt de vier voorliggende COM-voorstellen deels positief en deels negatief. Zij vindt dat de lidstaten het best zelf bepalen welke sociale bescherming [COM(2016)465] en welke integratiemaatregelen passend zijn voor asielzoekers [COM(2016)466]. Zij meent ook dat COM(2016)466 “verder gaat dan nodig om de werkwijze omtrent” het [intrekken] van verblijfsvergunningen te harmoniseren”. De Nederlandse regering, ten slotte, is van oordeel dat het COM(2016)467 ontbreekt aan “enige beoordelingsruimte voor de lidstaten om aan het gemeenschappelijk kader invulling te geven”.

De OESO geeft in haar jaarlijkse rapport over migratie<sup>21</sup> in de OESO-landen<sup>22</sup> aan overheden die kampen met de migratiecrisis het advies om in te zetten op een aanpassing van hun arbeidsmarktwetgeving ten gunste van de migrant. De organisatie pleit ook voor 1) samenwerking tussen landen, waarbij elk land het zijne bijdraagt; 2) meer en betere anticiperende maatregelen; 3) het aanbieden van legale migratiemogelijkheden en 4) versterking van hervestigingsinspanningen.

De Commissie burgerlijke vrijheden, justitie en binnenlandse zaken (LIBE) van het Europees Parlement was van 19 tot en met 23 september 2016 in Libanon om er de situatie van vluchtelingen te bekijken. Voor LIBE-commissie voorzitter Moraes (S&D) heeft de EU nood aan efficiënte wetgevende instrumenten om de demografische druk op landen zoals Libanon te verlichten. Hij beloofde ook dat zijn commissie zou bijdragen tot het uitwerken van een doeltreffende hervestigingsregeling.<sup>23</sup>

### Voor meer informatie

De documenten kunt u raadplegen via deze links:

- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/1-2016-465-NL-F1-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/1-2016-466-NL-F1-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/1-2016-466-NL-F1-1-ANNEX-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/1-2016-467-NL-F1-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/1-2016-467-NL-F1-1-ANNEX-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/1-2016-467-NL-F1-1-ANNEX-2.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/1-2016-468-NL-F1-1.PDF>

### Eurovoctermen

|              |                                                                                                                                     |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| COM(2016)465 | <i>staatloze - derde land – vluchteling - vluchtelingenhulp - buitenlandse staatsburger - asielrecht - migratiebeleid van de EU</i> |
| COM(2016)466 | <i>staatloze - migratiestroom - harmonisatie van de wetgevingen - vluchteling -</i>                                                 |

<sup>20</sup> Meer bepaald het kabinet van de minister van Buitenlandse Zaken (zie <https://www.eerstekamer.nl/eu/>).

<sup>21</sup> *International Migration Outlook 2016* van 19 september 2016.

<sup>22</sup> Daarbij horen ook de EU-lidstaten België, Denemarken, Duitsland, Finland, Frankrijk, Griekenland, Groot-Brittannië, Ierland, Italië, Luxemburg, Nederland, Oostenrijk, Portugal, Spanje en Zweden.

<sup>23</sup> <http://www.europarl.europa.eu/news/nl/news-room/20160922IPR43718>.

|                     |                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                     | <i>buitenlandse staatsburger - verblijfsrecht - rechtstoestand - EU-lidstaat - asielrecht - migratiebeleid van de EU</i>                                                                                      |
| <i>COM(2016)467</i> | <i>staatloze - derde land - vluchteling - vluchtelingen hulp - buitenlandse staatsburger - asielrecht - migratiebeleid van de EU</i>                                                                          |
| <i>COM(2016)468</i> | <i>integratie van migranten - migratiestroom - vluchteling - vluchtelingen hulp - buitenlandse staatsburger - bevolkingsverplaatsing - EU-lidstaat - EU-programma - asielrecht - migratiebeleid van de EU</i> |

### **Subsidiariteitstermijnen**

|                     |                         |
|---------------------|-------------------------|
| <i>COM(2016)466</i> | <i>28 oktober 2016</i>  |
| <i>COM(2016)468</i> | <i>31 oktober 2016</i>  |
| <i>COM(2016)467</i> | <i>4 november 2016</i>  |
| <i>COM(2016)465</i> | <i>10 november 2016</i> |

**Redactie:** *Katrien Joos, adjunct-adviseur – tel. 02 549 81 64 – 7 oktober 2016 – [katrien.joos@dekamer.be](mailto:katrien.joos@dekamer.be)*